BANQUES ISLAMIQUES DE BELGIQUE ET MUSULMANS DE BRUXELLES

L'Iris, le croissant et la révélation belge

Coup sur coup, deux grandes révélations apparaissent dans la presse belge. L'une, une étude, sérieuse et intéressante du sociologue Felice Dasseto de l'Université catholique de Louvain (UCL), intitulée «L'Iris ex-le Croissant».

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L'autre, un intérêt médiatique aux banques islamiques et à leur impact sur le musulman du royaume. Selon le Pr Dasseto, Bruxelles compte deux cent cinquante mille personnes de confession musulmane dont la moitié serait pratiquante. Le travail de recherche indique l'existence de plus de deux cents associations se réclamant de l'islam, soixante-dix-sept mosquées, quatre-vingt-six associations culturelles et religieuses, onze instances éducatives, dix-huit librairies et onze sites internet, tous se disent attachés, peu ou prou, à la religion musulmane.

Le chercheur relève une «abondance de socialisation (politico) religieuse identitaire» couplée, selon lui, à une «carence de la socialisation civique des jeunes musulmans». D'où, selon Dasseto, «l'enjeu», car si les pouvoirs publics n'inversent pas la tendance, c'est «la scolarisation de la rue qui prévaut».

Pour éviter le risque de «clivage» entre musulmans et non-musulmans qui «guette l'espace bruxellois, il faut avoir le courage de se confronter au problème avec sérénité et sans dramatisation».

Concernant les «finances islamiques» pour reprendre une terminologie vague, cependant en vogue, ici, beaucoup de musulmans de Belgique se posent la question de savoir s'il ne serait pas intéressant - à l'instar de ce qui se passe au Royaume-Uni - de recourir au prêt sans intérêt.

Deux écoles de pensée s'affrontent en Belgique autour du concept. L'une au nom de la pureté religieuse. Salafiste, rigoriste et retranchée derrière une vision linéaire, manichéenne (il y a le bien et il y a le mal, un point c'est tout) de l'interprétation coranique, elle ne veut rien céder, rien accorder au progrès, aux avancées sociales, à l'environnement, au monde réel. Ce qui n'est pas l'avis de tous, évidemment. Ridha Khaled en est un. Il estime parfaitement «licite le fait d'emprunter à une banque pour s'acheter un bien et loger ses enfants à un taux juste». C'est acceptable, selon lui. Mais au-delà, non, «layadjouz». Ridha Khaled interprète, c'est vrai, de façon éclairée le dogme et en cela il s'oppose à l'économiste Mohamed Boulif.

A. M.

SYRIE

Fillon blâme Bachar Al-Assad, Poutine veut de la «retenue»

Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a appelé hier à la «retenue» sur le dossier syrien tandis que son homologue français François Fillon a milité pour une pression accrue sur le président Bachar Al-Assad qui reste «sourd» aux appels internationaux.

«Nous appelons à la retenue et à la précaution, c'est notre position» sur la Syrie, a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse à Moscou avec son homologue français François Fillon. Le chef du gouvernement français a lui, au contraire, jugé qu'il était temps d'agir à l'ONU contre la répression sanglante en Syrie d'un vaste mouvement de contestation.

«Nous considérons que la situation est de plus en plus dramatique. Bachar Al-Assad est resté sourd aux appels de la communauté internationale, il n'a pas donné suite aux promesses de réformes, les massacres se poursuivent», a-t-il déclaré.

«Nous pensons qu'il est indispensable d'accroître la pression internationale» a-t-il dit, exprimant le consensus occidental sur ce dossier.

Moscou refuse toute sanction contre le régime syrien, estimant que l'opposition est aussi responsable des violences. Le ministre des Affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov, a d'ailleurs estimé jeudi que les «méthodes» des opposants risquaient de plonger la Syrie dans la «guerre civile». Face à ces divergences entre les grandes puissances, Paris, Berlin et Londres veulent présenter au Comité des droits de l'homme de l'Assemblée générale de l'ONU une résolution condamnant les agissements du régime. Un vote devrait intervenir mardi.

«Nous espérons qu'elle sera soutenue le plus largement possible», a déclaré M. Fillon hier.

Le succès d'une telle démarche pourrait augmenter la pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine restant opposées à toute action à l'ONU contre le régime Assad. M. Poutine a, pour sa part, indiqué hier que Moscou n'allait pas «négliger l'opinion de (ses) partenaires».

Les violences en Syrie ont fait au moins 3 500 morts depuis le mois de mars, selon un bilan établi par les Nations unies.

Les troupes tirent sur les manifestants

Les forces de sécurité ont ouvert le feu hier sur des milliers de Syriens qui manifestaient contre le régime, faisant au moins 11 morts, dont un enfant, un bilan qui ne cessait de s'alourdir, ont rapporté des militants syriens. La télévision d'Etat syrienne a de son côté affirmé que trois membres des forces de sécurité avaient été tués dans une attaque à la bombe à Hama (centre). Des manifestations appelant au départ du président Bachar Al-Assad se sont déroulées dans de nombreuses villes malgré le déploiement massif des forces de sécurité, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et les Comités locaux de coordination (LCC), qui chapeautent les contestataires. Les manifestants sont sortis dans la rue après la prière hebdomadaire musulmane du vendredi dans les mosquées dans les grandes villes de Deraa, Homs, Deir Ezzor (est), Idleb et dans la province de Damas, ont indiqué l'OSDH et les LCC, en faisant état de plusieurs arrestations. Les troupes sont intervenues contre les contestataires à la veille de l'expiration d'un ultimatum lancé par la Ligue arabe, qui a menacé le régime de sanctions si les violences ne cessaient pas avant samedi. Deux manifestants ont été tués à Homs (centre), un haut lieu de la contestation, cinq personnes dont un enfant ont péri sous les balles à Deraa (sud), où est née la révolte populaire le 15 mars, trois manifestants ont été tués dans la région de Damas et un autre à Hama, selon l'OSDH et les LCC. Des dizaines de personnes ont été en outre blessées : 17 lors d'une manifestation dans la province d'Idleb (nord-ouest), 5 à Homs et 4 lors d'un rassemblement à Harasta, dans la banlieue de Damas, a précisé l'OSDH. Sur leur page Facebook, les militants pro-démocratie ont placé la journée sous le slogan «l'expulsion des ambassadeurs». «Hommes libres, chassez ces ambassadeurs du crime», écrivent-ils en appelant à des manifestations massives pour inciter les gouvernements étrangers à expulser les ambassadeurs syriens.

Dans le même temps, le directeur du bureau de l'agence officielle syrienne Sana à Deir Ezzor, Alaa al-Khodr, a été arrêté après avoir présenté sa démission pour protester contre «les actions du régime contre la population civile», ont rapporté les LCC dans un communiqué. Mais l'agence Sana a affirmé que M. Khodr ne dirigeait plus son bureau à Deir Ezzor depuis cinq mois : «Alaa Khodr a quitté son poste il y a cinq mois pour travailler (...) et n'a rien à voir avec notre bureau à Deir Ezzor.»

YÉMEN

L'ONU appelée à saisir la CPI contre le président Saleh

Un député de l'opposition yéménite a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU, qui tient lundi une réunion sur le Yémen, à saisir la Cour pénale internationale (CPI) contre le président Ali Abdallah Saleh pour son refus de signer un plan de sortie de crise.

«Nous appelons le Conseil de sécurité à imposer des sanctions au président Saleh et à le traduire devant la CPI», a lancé Foued Dahaba, député du parti islamiste Al-Islah, qui a dirigé la prière musulmane hebdomadaire sur la rue Sittine, près de la place du Changement, épicentre de la contestation. Le Conseil de sécurité doit faire lundi le point sur la situation au Yémen à la lumière d'un rapport que lui soumettra l'émissaire de l'ONU à Sanaa, Jamal Benomar, qui tente de favoriser une transition pacifique. Cette transition est jusqu'à présent entravée par le refus de M. Saleh de signer un plan proposé par les monarchies du Golfe, qui prévoit sa démission en échange de l'immunité pour lui-même et ses proches.

«La solution passe désormais par le jugement (de M. Saleh) et non pas par la signature de l'initative» du Golfe, a lancé l'imam à l'adresse d'une foule immense rassemblée pour la prière du vendredi.

«Il n'y a point d'immunité, ni de garantie. Fidélité au sang des martyrs», «Nos martyrs ont écrit par leur sang : Saleh doit être jugé», répétait en chœur la foule, qui a récité la prière du mort pour deux des «martyrs de la révolution».

Les partisans du régime ont participé pour leur part à la prière hebdomadaire sur la rue Sabbine, qui jouxte le palais présidentiel à Sanaa, et crié leur attachement au chef de l'Etat.

«Le peuple veut Ali Abdallah Saleh», «le peuple veut la sécurité et la stabilité», ont-ils répété après avoir écouté leur imam, qui appelait au dialogue et dénonçait la violence.

Le Conseil de sécurité de l'ONU va discuter lundi du refus de M. Saleh de quitter le pouvoir et de la violence croissante qui exige une action internationale, selon des diplomates. Le 21 octobre, les quinze pays membres du Conseil avaient adopté à l'unanimité une résolution condamnant les attaques menées contre les manifestants par les forces gouvernementales et apportant leur soutien au plan du Golfe.

Depuis cette date, la répression des manifestations a fait au moins 94 morts et 800 blessés, essentiellement à Sanaa et à Taëz (sud-ouest), selon un bilan provisoire établi par les jeunes protestataires. Durant cette période, «51 civils ont été tués seulement à Taëz», a déclaré à la presse Sadok al-Choujaa, directeur de l'hôpital de campagne de la ville.

Selon des statistiques compilées des protestataires, la répression des manifestations débutées en janvier a fait au total au moins 955 morts et 25 000 blessés.

SOMALIE

La famine perd du terrain, la crise demeure très aiguë

Les Nations unies ont rétrogradé hier trois régions du sud de la Somalie de l'état de famine à celui d'urgence, une évolution positive accueillie avec prudence par les organisations humanitaires qui rappellent que 250 000 personnes sont encore menacées de mort.

«Une aide humanitaire substantielle a atténué les conséquences de déficits alimentaires extrêmes» dans les régions de Bay, Bakol et Bas Shabelle (sud), désormais classées en état d'«urgence», selon un communiqué du centre d'analyse pour la sécurité alimentaire (FSNAU) de l'ONU.

Mais près de 250 000 personnes demeurent en danger de mort «imminente», selon l'ONU : la région du Moyen Shabelle, le corridor de déplacés d'Afgoye, à environ 30 km de Mogadiscio et les populations de déplacés de la capitale somalienne resteront confrontées à la famine au moins jusqu'à la fin de l'année.

Début septembre, les Nations unies estimaient à 750 000 le nombre de Somaliens susceptibles de mourir de faim ou de maladies liées à leur affaiblissement, d'ici la fin de l'année.

Les Nations unies déclarent une région en famine quand au moins 20% des foyers sont confrontés à une grave pénurie alimentaire, 30% de la population y est en état de grave malnutrition et le taux de mortalité quotidien est au moins de 2 sur 10 000 personnes.

«Des dizaines de milliers de personnes sont mortes depuis avril», rappelle le communiqué, ajoutant que de nombreux autres décès seront enregistrés dans les mois à venir.

«D'un point de vue général, les données en matière de sécurité alimentaire demeurent actuellement les pires au monde et les plus mauvaises en Somalie depuis la famine de 1991-1992», ajoute le communiqué.

Plusieurs organisations humanitaires se sont félicitées hier de cette tendance positive mais ont insisté sur le caractère encore dramatique de la situation.

«Les enfants meurent toujours à un rythme alarmant en Somalie», a rappelé Sonia Zambakides, responsable de la réponse d'urgence en Somalie pour l'ONG Save the Children. «L'aide que nous distribuons fait une différence mais la crise est loin d'être terminée», a-t-elle souligné. Hormis Mogadiscio, les régions déclarées en état de famine sont sous le contrôle des insurgés islamistes radicaux shebab qui ont juré la perte du gouvernement de transition soutenu par la communauté internationale. Les shebab ont abandonné la plupart de leurs positions militaires dans la capitale somalienne début août mais poursuivent depuis une tactique de harcèlement permanent des troupes gouvernementales et de leurs alliées de l'Union africaine.

Le risque élevé d'attaques shebab — grenades, engins explosifs etc. — cumulé à la convoitise de troupes pro-gouvernementales sur les stocks d'aide alimentaire, compliquent grandement la distribution de l'aide à Mogadiscio.

Depuis un mois, les shebab sont également confrontés à une intervention militaire de leur voisin, le Kenya, dans le sud du pays. Les conséquences de cette intervention militaire — déplacements de population, difficultés d'accès — sont susceptibles d'enrayer les progrès actuellement enregistrés, a de son côté mis en garde l'ONG britannique Oxfam.

«Nous devrions nous réjouir de ce pas en avant, de ce nombre moins important de personnes susceptibles de mourir de faim. Mais au lieu de cela, nous craignons (de nous retrouver) deux pas en arrière, avec encore plus de combats», a expliqué Senait Gebregziabher, responsable des programme d'Oxfam pour la Somalie.

L'Afrique de l'Est a enregistré une sécheresse de grande ampleur cette année, provoquant une très grave crise humanitaire dont la Somalie a été l'épicentre.